



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 40 – 22 décembre 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement annonce son intention de créer un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières d'ici 2027

Climat & Energie

- Le gouvernement dévoile son plan pour développer les procédés de captation et de stockage du carbone à grande échelle
- Le gouvernement alloue 6 Md£ supplémentaires à la rénovation énergétique des bâtiments

Industrie

- Le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie vont développer un nouvel avion de combat
- *MakeUK* publie son rapport annuel

Transports

- Le gouvernement vise une hausse du fret ferroviaire de 75 % d'ici 2050
- Le fonds public d'investissement saoudien (FIP) et le fonds d'investissement français Ardian rachètent 25 % de l'aéroport d'Heathrow

Fait marquant

Le gouvernement annonce son intention de créer un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières d'ici 2027

Le gouvernement britannique a [annoncé](#) la **mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières d'ici 2027** (pas plus de précision quant à la date et un éventuel alignement sur le MACF européen). Dans la [réponse à la consultation ouverte entre mars et juin 2023](#), cette solution est présentée comme un optimum de second rang faute d'une parfaite coordination internationale des politiques visant à éliminer le risque de fuites de carbone.

Le document publié par le gouvernement contient peu de détails :

- Le dispositif couvrira les émissions « Scope 1 + Scope 2 + certaines émissions incorporées » des produits suivants : **aluminium, ciment, céramique, engrais, verre, hydrogène, fer et acier**.
- L'importateur paiera la différence entre le prix du carbone effectif du produit concerné au R-U (en tenant compte des quotas gratuits) et le prix du carbone effectif du produit dans son pays d'origine (voir la [fiche technique du dispositif](#) publiée par le gouvernement).

Le gouvernement lancera de **nouvelles consultations en 2024** pour définir les modalités d'application du dispositif.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé qu'il poursuivra d'autres options mises en consultation en parallèle : il travaillera avec les différentes filières pour la mise en place de normes volontaires (*voluntary product standards*) et continuera d'étudier les conditions de mise en œuvre d'un étiquetage des produits (*product labelling*). En revanche, il a renoncé à mettre en place de normes obligatoires sur le contenu carbone des produits (*mandatory product standards*) à court terme (sans toutefois écarter cette solution d'ici 2030).

Le chiffre de la semaine

3,4

Selon une [étude](#) de l'ONG Greenpeace sur les trajets les plus populaires au Royaume-Uni ainsi qu'entre le Royaume-Uni et le continent européen, les voyages en train sont 3,4 fois plus chers en moyenne que les voyages en avion au cours de la période de Noël.

Climat & Energie

Flash – Le ministre chargé de l'aménagement du territoire, Michael Gove, a missionné le directeur de la campagne *Britain Remade* et ancien conseiller de Boris Johnson à N°10, Sam Richards, pour mener une [revue du système de consultation des parties prenantes](#) par les autorités locales lorsqu'elles doivent rendre des décisions d'aménagement (construction de logements, installation d'énergies renouvelables, etc).

Flash – D'après [RenewableUK](#), le pipeline de projets de stockage par batteries au Royaume-Uni atteindrait 85 GW, en hausse de 2/3 par rapport à l'an dernier, ce qui témoigne de l'intérêt des investisseurs pour ce marché. La majorité des projets sont toutefois encore au stade de développement, alors que le gouvernement s'est fixé un objectif de 30 GW de flexibilités d'ici 2030.

Flash – Les ONG Greenpeace et Uplift ont toutes les deux déposé un recours devant la *Court of Session* d'Edimbourg contre la décision du gouvernement et de la *North Sea Transition Authority* d'autoriser la mise en exploitation du champ pétrolier de Rosebank.

Le gouvernement dévoile son plan pour développer les procédés de captation et de stockage du carbone à grande échelle

Le gouvernement britannique a publié un nouveau [plan](#) détaillant sa vision pour faire du Royaume-Uni un acteur de premier rang mondial du secteur de la captation et le stockage du carbone, avec un marché national pleinement fonctionnel d'ici 2035. L'objectif de stocker 20 à 30 Mt par an de CO2 d'ici 2030 est maintenu et pourrait être porté à au moins 50 Mt de CO2 par an à l'horizon 2035 et 81 Mt de CO2 par an d'ici 2050. Le gouvernement a confirmé ses intentions de lancer des appels d'offre pour l'allocation d'aides publiques à partir de 2027 et d'autoriser le transport de CO2 par d'autres moyens que les pipelines aussi bien à terre qu'en mer. Il prévoit aussi d'établir une nouvelle méthode pour octroyer les licences d'exploitation des infrastructures de transport et de stockage de CO2. Enfin, il a donné des précisions sur l'état d'avancement des différents projets de clusters (extension de [HyNet](#); East Coast Cluster (ECC); [track-2](#)).

Le gouvernement alloue 6 Md£ supplémentaires à la rénovation énergétique des bâtiments

Le ministère chargé de l'énergie a révélé comment il allait dépenser les [6 Md£ de crédits supplémentaires prévus](#) par le dernier budget d'automne (*autumn statement*) pour la rénovation énergétique pour la période 2025-28, dont notamment 1,5 Md£ supplémentaires pour le *Boiler Upgrade Scheme* en cohérence avec la décision du Premier ministre d'augmenter le montant des aides à l'achat de pompes à chaleur, 1,2 Md£ pour la rénovation de logements sociaux via le *Social Housing Decarbonisation Fund*; 1,17 Md£ pour la rénovation énergétique de bâtiments publics, 400 M£ pour une nouvelle aide aux ménages dont les détails doivent encore être annoncés. En

parallèle, le ministère a lancé une consultation sur la nouvelle réglementation technique des bâtiments ([Future Homes and Buildings Standards](#)) qui doit notamment garantir que les nouveaux bâtiments seront alignés avec l'objectif de neutralité carbone en 2050.


Industrie

Le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie vont développer un nouvel avion de combat

Le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie ont signé un traité international qui établit un programme de développement d'un avion de combat furtif et supersonique d'ici 2035. Ce projet avait été annoncé dès 2022 et a fait l'objet d'une signature officielle et d'un communiqué du ministère de la défense britannique le 14 décembre dernier ([ici](#)). L'appareil doit succéder aux Eurofighter, qui équipent les forces armées britanniques et italiennes, et aux F2 japonais. Le consortium chargé de mettre en œuvre le programme, baptisé *Global Combat Air Programm* (GCAP) sera basé à Londres. Il associera notamment les entreprises BAE Systems, Rolls Royce, MBDA, l'italien Leonardo et l'entreprise japonaise Mitsubishi, ainsi que de nombreux sous-traitants notamment au Royaume-Uni où le projet permettra selon le communiqué de créer des centaines d'emplois. Les parlements des trois pays doivent désormais ratifier le traité.

MakeUk publie son rapport annuel

L'organisation représentant le secteur manufacturier britannique *MakeUk* a publié son rapport annuel d'activité. Les 6 évolutions positives de l'année sur lesquelles *MakeUk* a soutenu le secteur sont : le déploiement du programme « *Made Smarter* » (programme de soutien à la numérisation des PME) aux quatre régions qui n'en bénéficiaient pas encore ; la sécurisation de 50 M£ de financement pour l'apprentissage en ingénierie ; la pérennisation du dispositif de « *full expensing* » (mesure permettant aux entreprises de déduire de leurs bénéfices imposables un montant égal à 100 % de leurs dépenses d'investissement - sur un champ large - l'année où celles-ci sont engagées) dans le budget 2024, qualifié de « grande victoire de l'*Autumn Statement* » ; le retrait de la « *sunset clause* » initialement prévue par la loi *Retained EU*, clause d'extinction qui aurait entraîné l'expiration automatique de la plupart des textes hérités de l'UE fin 2023 ; la reconnaissance du marquage CE sur les produits sans limitation de temps ; le retour du Royaume-Uni au programme européen Horizon.



📍 Transports

Flash – Suite aux attaques de rebelles Houthis du Yémen sur des cargos transportant des marchandises et des pétroliers, *British Petroleum* (BP) a indiqué le 18 décembre suspendre le passage de ses cargaisons de pétrole et de gaz par la Mer rouge jusqu'à ce que la sécurité y soit rétablie.

Le gouvernement vise une hausse du fret ferroviaire de 75 % d'ici 2050

Comme le ministre Mark Harper s'y était engagé en 2022, le *Department for Transport* a annoncé [un nouvel objectif d'augmenter de 75 % le volume de fret ferroviaire d'ici 2050](#). Tous les leviers seront mobilisés pour atteindre cet objectif : hausse des investissements dans le réseau et les infrastructures logistiques, actions ciblées pour encourager le report modal, étude pour maximiser le potentiel du tunnel sous la Manche, etc.

Le fonds public d'investissement saoudien (FIP) et le fonds d'investissement français Ardian rachètent 25 % de l'aéroport d'Heathrow

Le groupe espagnol Ferrovial, principal actionnaire de l'aéroport d'Heathrow depuis 2006, a indiqué fin novembre qu'il vendait [sa participation de 25 % dans le capital de l'aéroport d'Heathrow](#) (Londres) au FIP saoudien et au fonds Ardian pour un montant de 2,4 Md£. L'opération doit désormais être approuvée par les autorités réglementaire et de la concurrence britannique. Malgré un retour au niveau de fréquentation pré-covid (80 millions de passagers sur les 12 derniers mois), l'aéroport n'a plus dégagé de bénéfices depuis 2020 et son projet d'agrandissement via un troisième aéroport n'est pas confirmé. Il reste cependant le premier aéroport britannique et européen en termes de fréquentation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international